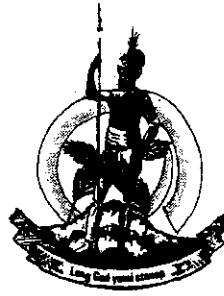


**REPUBLIQUE
DE
VANUATU**



**REPUBLIC
OF
VANUATU**

JOURNAL OFFICIEL

OFFICIAL GAZETTE

26 Janvier 1981

NUMERO SPECIAL
EXTRAORDINARY GAZETTE

26th January 1981

SONT PUBLIES LES
TEXTES SUIVANTS

Les textes eux-mêmes sont
édités sous forme de supplément.

LOIS

Loi No. 6 de 1980 relative à
l'augmentation de diverses
taxes.

Loi No. 7 de 1980 visant à
amender le règlement conjoint
No. 18 de 1978.

Loi No. 8 de 1980 visant à
amender le règlement conjoint
No. 52 de 1975.

Loi No. 9 de 1980 visant à
amender le règlement conjoint
No. 28 de 1977.

NOTIFICATION OF
PUBLICATION

The following are published and issued
as a supplement with this Gazette.

ACTS

The Miscellaneous Taxes (Increases)
Act No. 6 of 1980.

The Business Licences Regulation
(Amendment) Act No. 7 of 1980.

The Import Duties (Consolidation)
Regulation (Amendment) Act No. 8
of 1980.

The Labour (Work Permits)
Regulation (Amendment) Act No. 9
of 1980.

PROJETS DE LOI

Néant

BILLS

Nil

ARRETES

Néant

ORDERS

Nil

REPUBLIQUE DE VANUATU

LOI N° E DE 1980 RELATIF A L'AUGMENTATION DE DIVERSES TAXES

Exposé des motifs

Le présent projet de loi vise à augmenter les droits et taxes
contenus dans six textes législatifs.

Novembre 1980

K. KALSAKAU
Ministro des Finances

REPUBLIQUE DE VANUATU

PROJET DE LOI N° DE 1980 RELATIF A L'AUGMENTATION DE DIVERSES TAXES

Sommaire

1. Taxe annuelle sur les véhicules à moteur - RC 4/62.
2. Taxe sur les jeux - RC 10/64.
3. Licence de vente de boissons alcoolisées - RC 18/68.
4. Autorisation de conduire des voitures de place - RC 36/66.
5. Permisse de port d'armes - RC 14/63.
6. Taxe d'aéroport - RC 57/73.
7. Abrogation.
8. Entrée en vigueur.

REPUBLIQUE DE VANUATU

PROJET DE LOI N° DE 1980 RELATIF A L'AUGMENTATION DE DIVERSES TAXES

portant augmentation de certains droits et taxes et relatif
aux autres questions connexes.

Le président de la République et le Parlement promulguent le texte
suivant :

ARTICLE 1er

La taxe annuelle sur les véhicules à moteur prévue au Règlement Conjoint
n° 4 de 1962 est fixée comme suit :

	FNH
a) <u>vélocycleurs ou motocyclettes</u>	
i) d'une puissance inférieure ou égale à 100 cm ³ ...	2.500
ii) d'une puissance supérieure à 100 cm ³	3.500
b) <u>véhicules automobiles comportant un maximum de 8 places assisés.</u>	
i) d'une puissance inférieure ou égale à 1100 cm ³	4.000
ii) d'une puissance supérieure à 1100 cm ³ et inférieure ou égale à 1500 cm ³	5.500
iii) d'une puissance supérieure à 1500 cm ³ et inférieure ou égale à 2000 cm ³	7.000
iv) d'une puissance supérieure à 2000 cm ³ et inférieure ou égale à 2500 cm ³	8.500
v) d'une puissance supérieure à 2500 cm ³	10.000
c) autres véhicules, y compris ceux pouvant transporter plus de 8 passagers :	
i) dont la charge utile est égale ou inférieure à une tonne	5.500
ii) dont la charge utile est supérieure à 1 tonne et inférieure ou égale à 3 tonnes	8.000
iii) dont la charge utile est supérieure à 3 tonnes ...	14.000

Toutefois le montant des taxes mentionnées ci-dessus sera
réduit de 50% si le véhicule remplit une ou plusieurs des
conditions suivantes :

- a) le véhicule est habituellement utilisé sur une autre île
qu'Efate ou Santo ; ou
- b) une patente de taxi a été délivrée pour ce véhicule.

ARTICLE 2.

L'article 5 du Règlement Conjoint n° 10 de 1964 instituant
une taxe sur les jeux est modifié comme suit :

a) au premier paragraphe, la somme de 57.500 FNH est remplacée par celle de	70.000
b) au deuxième paragraphe, la somme de 10.350 FNH est remplacée par celle de	12.000

ARTICLE 3.

Les droits annuels suivants sont exigibles sur les licences de
vente de boissons alcoolisées octroyées conformément au Règle-
ment Conjoint n° 18 de 1960 :

.../...

<u>Désignation de la licence</u>	<u>Article visé au R.C. n° 10 de 1968</u>	<u>Montant des droits annuels</u> FNH
a) licence générale urbaine de vente de boissons alcoolisées à emporter :	3	60.000
b) licence générale rurale de vente de boissons alcoolisées à emporter :	3	30.000
c) licence restreinte de vente de boissons alcoolisées à emporter :	3	15.000
d) licence générale de vente de boissons alcoolisées à consommer sur place (sauf pour les aérodromes de Bauerfield et de Pekoa) :	4	45.000
e) licence générale de vente de boissons alcoolisées à consommer à l'aérodrome de Bauerfield :	4	40.000
f) licence générale de vente de boissons alcoolisées à consommer à l'aérodrome de Pekoa :	4	20.000
g) licence restreinte de vente de boissons alcoolisées à consommer sur place :	4	30.000
h) licence générale combinée de vente de boissons alcoolisées à consommer sur place et à emporter :	5	85.000
i) licence restreinte combinée de vente de boissons alcoolisées à consommer sur place et à emporter :	5	40.000
j) licence de salle de spectacles	6	25.000
k) licence de club	7	30.000
l) licence occasionnelle	8	2.500
m) licence de night-club	9	45.000
n) licence d'aérodrome	9A	12.000
o) licence de bateau de plaisance	9B	12.000

Toutefois,

- a) pour tout établissement auquel a été délivrée une licence restreinte de vente de boissons alcoolisées à consommer sur place ainsi qu'une licence générale urbaine de vente de boissons alcoolisées à emporter, le montant global des droits est fixé à 77.000
- b) pour tout établissement auquel a été délivrée une licence restreinte de vente de boissons alcoolisées à emporter ainsi qu'une licence générale de vente de boissons alcoolisées à consommer sur place, le montant global des droits est fixé à 50.000
- c) pour tout établissement auquel a été délivrée une licence générale de vente de boissons alcoolisées à consommer sur place ainsi qu'une licence de night-club, le montant global des droits est fixé à 60.000

.../...

ARTICLE 4. Le présent Article abroge l'Annexe 3 (Article 4) du Règlement Conjoint n° 36 de 1966 relatif aux voitures de place et la remplace comme suit :

ANNEXE 3 (Article 4)

Droits payables pour la délivrance d'une autorisation de conduire des voitures de place.....	1.500
Droits payables pour le renouvellement de cette autorisation :	750

ARTICLE 5. Les droits suivants sont exigibles sur les permis de détention et de port d'armes délivrés ou renouvelés conformément à l'Article 9 du Règlement Conjoint n° 14 de 1963 :

1) a) délivrance d'un permis de détention ou de port d'armes à canon rayé	60.000
b) renouvellement du permis	4.000
2) a) délivrance d'un permis de détention ou de port d'armes à canon lisse	2.000
b) renouvellement du permis	1.000

ARTICLE 6. Le Règlement Conjoint n° 57 de 1973 instituant une taxe d'aéroport est amendé :

- a) on remplaçant à l'Article 2 la somme de 400 FNH par la somme de 500 FNH ; et
- b) on insérant l'Article suivant (Article 3A) après l'Article 3 :
" Le propriétaire ou l'affruteur d'un appareil peut se faire rembourser par chaque passager la taxe payée conformément aux dispositions de l'Article 3."

ARTICLE 7. Le présent texte abroge le Règlement Conjoint n° 14 de 1970 relatif à l'augmentation de certaines taxes.

ARTICLE 8. La présente loi entrera en vigueur à compter du 1er janvier 1981.

REPUBLIC OF VANUATU

THE MISCELLANEOUS TAXES (INCREASES) ACT NO.6 OF 1980

Explanatory Note

The purpose of this Bill is to increase the fees and taxes provided for in six laws.

NOVEMBER 1980

K. KALSAKAU
MINISTER OF FINANCE

REPUBLIC OF VANUATU

THE MISCELLANEOUS
TAXES (INCREASES) ACT NO. 6 OF 1980

Arrangement of Sections

1. Annual Motor Vehicle Tax JR4/62.
2. Amusement Machines Tax JR.10/64.
3. Liquor Licence fees JR 18/68.
4. Taxi permits JR 36/66.
5. Licences to carry arms JR 14/63.
6. Airport Departure Tax JR57/73.
7. Repeal.
8. Commencement.

REPUBLIC OF VANUATU

THE MISCELLANEOUS TAXES (INCREASES) ACT NO. 6 OF 1980

Assent 15/12/80

Commencement 1/1/81

To provide for increases in certain taxes and fees and matters incidental thereto.

Be it enacted by the President and Parliament as follows:-

Annual
Motor
Vehicle
Tax
JR. 4/62.

1. The annual tax on Motor Vehicles provided for in Joint Regulation No. 4 of 1962 shall be as follows:-

(a) Motor Bicycles

(i) with an engine capacity of 100 cc or lessFNH 2,500

(ii) with an engine capacity exceeding 100 ccFNH 3,500

(b) Motor Cars which expression includes any vehicle adapted for the carriage of up to 8 passengers on permanent seats -

(i) with an engine capacity of 1100 cc or lessFNH 4,000

(ii) with an engine capacity exceeding 1100 cc but not exceeding 1500 ccFNH 5,500

(iii) with an engine capacity exceeding 1500 cc but not exceeding 2000 ccFNH 7,000

(iv) with an engine capacity exceeding 2000 cc but not exceeding 2500 ccFNH 8,500

(v) with an engine capacity exceeding 2500 ccFNH 10,000

(c) Other vehicles (including vehicles designed or adapted for the carriage of more than eight passengers.

(i) designed to carry a payload of up to 1 tonFNH 5,500

- (ii) designed to carry a payload exceeding 1 ton but not exceeding 3 tons FNH 8,000
- (iii) designed to carry a payload exceeding 3 tons FNH 14,000

Provided that the above rates of tax shall be reduced by fifty per cent:-

- (a) where the vehicle is normally used in an island other than Efate or Espiritu Santo; or
- (b) where a taxi licence has been issued in respect of the vehicle;

and the reduction hereby provided is allowed under one only of the above paragraphs.

Amusement
Machines
Tax
JR.10/64

2.

Section 5 (1) of the Amusement Machines Tax, Joint Regulation No. 10 of 1964 is amended by the substitution in:-

- (a) paragraph (a) of the words and figures "Seventy thousand" (70,000) for the words and figures fifty seven thousand five hundred (57,500);
- (b) paragraph (b) of the figures "12,000" for the figures "10,350".

Liquor
Licence
Fees
JR 18/68.

3.

The annual fees payable on the grant of licences for the sale of alcoholic liquors in accordance with the Joint Liquor Licensing Regulation No. 18 of 1968 shall be:-

<u>Description of Licence</u>	<u>Section providing for the licence in JR 18/68</u>	<u>Annual Licence Fee</u>
(a) Urban General Off-Licence	3	FNH 60,000
(b) Rural General Off-Licence	3	FNH 30,000
(c) Limited Off-Licence	3	FNH 15,000
(d) General On-Licence (except Baurfield & Pekoa Airports)	4	FNH 45,000
(e) General On-Licence Baurfield Airport	4	FNH 40,000
(f) General On-Licence Pekoa Airport	4	FNH 20,000
(g) Limited On-Licence	4	FNH 30,000
(h) Combined General On and Off Licence	5	FNH 85,000
(i) Combined Limited On and Off Licence	5	FNH 40,000
(j) Cinema/Theatre Licence	6	FNH 25,000
(k) Club Licence	7	FNH 30,000

<u>Description of Licence</u>	<u>Section providing for the licence in JR 18/68</u>	<u>Annual Licence fee</u>
(l) Occasional Licence	8	FNH 2,500
(m) Night Club Licence	9	FNH 45,000
(n) Aerodrome Licence	9A	FNH 12,000
(o) Pleasure Boat Licence	9B	FNH 12,000

Provided that -

- (a) if there are issued in respect of any premises both a Limited On-Licence and an Urban General Off-Licence, the total fees therefor shall be FNH 77,000
- (b) if there are issued in respect of any premises both a Limited Off-Licence and a General On-Licence, the total fees therefor shall be FNH 50,000
- (c) if there are issued in respect of any premises both a General On-Licence and a Night-Club Licence, the total fees therefor shall be FNH 60,000

Taxi

Permits

JR 36/66. 4. The Joint Taxis Regulation No. 36 of 1966 is amended by repealing the Schedule and substituting the following therefor:-

SCHEDULE 3

Section 4

On issue of a public vehicle drivers permit	FNH 1,500
On renewal of a public vehicle drivers permit	FNH 750

Licences to carry arms

JR14/63. 5. The fees payable upon the issue or renewal of licences in accordance with section 9 of Joint Regulation No. 14 of 1963 shall be:-

- (a) (i) issue of licence to own or carry a rifle FNH 6,000
- (ii) renewal of such licence ... FNH 4,000
- (b) (i) issue of licence to own or carry a shotgun FNH 2,000
- (ii) renewal of such licence ... FNH 1,000

Airport
Departure
Tax
JR 57/73

6. The Joint Airport Departure Tax Regulation No.57 of 1973 is amended by:-
- (a) in Section 2 substitution the figures 500 for the figures 400; and
 - (b) adding the following section after Section 3 :-
"3A An owner or charterer may recover the tax paid in accordance with Section 3 from each passenger in respect of whom it is paid.

Repeal. 7. The Taxes Increases Regulation, Joint Regulation No. 14 of 1978 is repealed.

Commencement. 8. This Act shall come into force on the 1st day of January 1981.

REPUBLIQUE DE VANUATU

LOI N° ...7. DE 1980
VISANT A AMENDER LE REGLEMENT CONJOINT N° 18 DE 1978

Exposé des motifs

Le présent projet de loi vise à augmenter les droits de patente et à apporter des corrections mineures à l'Annexe du Règlement Conjoint n° 18 de 1978 relatif aux patentes commerciales.

NOVEMBRE 1980

K. KALSAKAU
Ministre des Finances.

REPUBLIQUE DE VANUATU

PROJET DE LOI N° DE 1980
VISANT A AMENDER LE REGLEMENT CONJOINT N° 18 DE 1978

Sommaire

- ARTICLE 1er. Modification de l'Annexe I du R.C. 18/78.
- ARTICLE 2. Modification de l'Annexe II du R.C. 18/78.
- ARTICLE 3. Entrée en vigueur.

REPUBLIQUE DE VANUATU

PROJET DE LOI N° DE 1980
VISANT A AMENDER LE REGLEMENT CONJOINT N° 18 DE 1978

Visant à corriger certaines anomalies figurant au Règlement Conjoint n° 18 de 1978 et à y apporter d'autres modifications.

Le président de la République et le Parlement promulguent le texte suivant :

ARTICLE 1er. L'Annexe I du Règlement n° 18 de 1978 relatif aux patentes commerciales est modifiée :

- a) en supprimant la catégorie D et en la remplaçant par les dispositions figurant au Titre A de l'Annexe de la présente loi ;
- b) en supprimant l'alinéa d) de la catégorie F1 ;
- c) en supprimant la catégorie E3 et en la remplaçant par les dispositions figurant au Titre B de l'Annexe de la présente loi ; et
- d) en appliquant aux droits de patente prévus pour toutes les catégories visées à l'Annexe I, comme amendée par la présente loi, une majoration de 10% payable au cours de l'année 1981.

ARTICLE 2. L'Annexe II du Règlement n° 18 de 1978 est modifiée en ajoutant le point suivant :

" 9 - Sociétés coopératives (y compris les caisses d'épargne)".

ARTICLE 3. La présente loi entrera en vigueur à compter du 1er janvier 1981.

A N N E X E

TITRE A

CATEGORIE D COMMERCE DE GROS ET DE DETAIL ;
HOTELS ET RESTAURANTS

D1	Importateurs/exportateurs dont le montant global annuel des importations et des exportations est :	
a)	inférieur à 3 millions de FWH	75.000
b)	compris entre 3 et 5 millions de FWH	125.000
c)	compris entre 5 et 10 millions de FWH	250.000
d)	compris entre 10 et 50 millions de FWH	350.000
e)	compris entre 50 et 100 millions de FWH	550.000
f)	égal ou supérieur à 100 millions de FWH	700.000

- I) Par "commerce d'import-export" on entend l'importation et l'exportation directes de toutes marchandises destinées à être revendues en gros ou en détail, à l'exception :
- a) des véhicules automobiles, tracteurs et machines automotrices ainsi que leurs pièces de rechange (à l'exception des pneus)
 - b) des produits pétroliers
 - c) des denrées périssables et des vins importés par les hôtels et restaurants.
- II) Par "revente en gros" sous couvert d'une patente de catégorie D1, on entend la revente (sans transformation) de toute marchandise importée neuve ou usagée, à des détaillants, des usagers industriels et commerciaux, à des collectivités ou à des usagers de certaines professions ; ce terme comprend également les activités des intermédiaires qui achètent des marchandises pour le compte de ces personnes ou sociétés ou qui leur vendent des marchandises.
- III) Les exportateurs de produits locaux sont redevables de la patente de catégorie D1 sauf s'ils sont déjà titulaires d'une patente D11.
- IV) Le titulaire d'une patente D1 ne bénéficie pas de l'abattement d'un tiers sur les droits de patente prévu au paragraphe 6 de l'Article 4.

D2. Importateurs de produits pétroliers
dont le montant global annuel des importations est :

a) inférieur à 3 millions de FWH	75.000
b) compris entre 3 et 5 millions de FWH	125.000
c) compris entre 5 et 10 millions de FWH	250.000
d) compris entre 10 et 50 millions de FWH	350.000
e) compris entre 50 et 100 millions de FWH	550.000
f) égal ou supérieur à 100 millions de FWH	700.000

Le titulaire d'une patente D2 ne bénéficie pas de l'abattement d'un tiers sur les droits de patente prévu au paragraphe 6 de l'Article 4.

D3. Commerce de gros et de détail

40.000*

I) Le titulaire d'une patente de catégorie D1 n'est pas redevable de la patente de catégorie D3.

II) Est redevable d'une patente de catégorie D3, tout commerçant qui vend en gros ou en détail tout type de marchandises qu'il n'importe PAS directement, à l'exception de celles soumises à une patente de catégorie D4 ou D5.

D4. Pompistes

40.000*

Le titulaire d'une patente D4 est autorisé à vendre au détail de l'essence, des produits pétroliers, des huiles et graisses lubrifiantes, des accessoires et équipements pour véhicules à l'exception des pièces de rechange autres que les pneus.

D5. Bouchers

40.000*

Le titulaire d'une patente D5 ne peut vendre que les produits suivants : viandes, poissons, crustacés et volailles, frais, congelés, conditionnés et traités en vue de leur conservation ; dérivés de la viande, du poisson et de la volaille.

D6. Pharmaciens

Néant

- I) Le titulaire d'une patente D6 est autorisé à vendre au détail des produits pharmaceutiques, médicaments, préparations médicinales et pharmaceutiques, accessoires médicaux et chirurgicaux, produits sanitaires, cosmétiques, parfums et articles de toilette en tous genres.
- II) Les pharmaciens sont redevables de la patente de catégorie D1, sauf s'ils n'importent pas directement leurs marchandises, auquel cas ils sont redevables de la patente D3.

D7. Concessionnaires automobiles dont le montant annuel global des importations est :

a) inférieur à 3 millions de FNH	75.000
b) égal ou supérieur à 3 millions de FNH et inférieur à 5 millions de FNH	125.000
c) égal ou supérieur à 5 millions de FNH et inférieur à 10 millions de FNH	250.000
d) égal ou supérieur à 10 millions de FNH et inférieur à 50 millions de FNH	350.000
e) égal ou supérieur à 50 millions de FNH et inférieur à 100 millions de FNH	550.000
f) égal ou supérieur à 100 millions de FNH	700.000

- I) Le titulaire d'une patente de catégorie D7 est autorisé à commercialiser et vendre des véhicules automobiles de tout genre, des machines agricoles, tracteurs, engins du génie civil, bateaux et moteurs de bateaux, pièces de rechange et accessoires pour tout véhicule ou équipement (y compris pour bateaux).
- II) Le titulaire d'une patente D7 ne bénéficie pas de l'abattement d'un tiers sur les droits de patente prévu au paragraphe 6 de l'Article 4.

D8. <u>Hôtels et motels</u>	
a) de moins de 12 chambres	20.000
b) de 12 à 24 chambres	50.000
c) de 25 à 50 chambres	75.000
d) de 51 à 100 chambres	100.000
e) de plus de 100 chambres	150.000

D9. <u>Restaurants et cafés</u>	
a) de moins de 25 places assises	20.000*
b) de 25 à 50 places assises	30.000*
c) de plus de 50 places assises	50.000*

D.10 <u>Propriétaire - bailleur, d'immeubles</u>	
A) Locaux à usage d'habitation :	
a) par maison dont la surface couverte est :	
I) inférieure ou égale à 80 m ²	3.000
II) comprise entre 81 et 150 m ²	6.000
III) supérieure à 150 m ²	9.000
b) par appartement dont la surface intérieure est :	
I) inférieure ou égale à 60 m ²	3.000
II) comprise entre 61 et 100 m ²	6.000
III) supérieure à 100 m ²	9.000

Le titulaire d'une patente de catégorie D8 doit obtenir une patente D9 pour exploiter un restaurant ou un café situé dans l'enceinte d'un hôtel ou d'un motel.

I) Un propriétaire n'occupant pas temporairement sa résidence normale (maison ou appartement) et la louant pendant cette période, n'est pas redevable de la patente de catégorie D10 A), a) ou b), au titre de cette location.

II) Dans tous les autres cas, les propriétaires doivent avant le 15 janvier de chaque année, déclarer au Gouvernement le nombre de locaux à usage d'habitation et à usage commercial dont ils disposent à des fins locatives, et sont tenus d'acquitter les droits de patente pour chaque maison ou appartement à louer.

B) Locaux à usage commercial dont la surface intérieure est :

I) inférieure ou égale à 60 m ²	6.000
II) comprise entre 61 et 150 m ²	12.000
III) comprise entre 151 et 300 m ²	18.000
IV) supérieure à 300 m ²	25.000

III) A la fin de chaque année calendaire, les propriétaires n'ayant pas loué les locaux pour lesquels ils ont versé des droits de patente, peuvent se faire rembourser de tout ou partie de ces droits. Les propriétaires souhaitant présenter une demande de remboursement doivent fournir au Gouvernement le détail de tous les locaux commerciaux ou à usage d'habitation qu'ils n'ont pas loués ainsi que le détail des périodes correspondantes. Le Gouvernement peut alors rembourser le propriétaire au prorata du nombre de mois calendaires pendant lesquels ces locaux n'ont effectivement fait l'objet d'aucune location.

IV) Les propriétaires qui, en cours d'année, mettent en location des locaux ne figurant pas à la déclaration établie en application du point (II) ci-dessus, sont tenus d'en informer le Gouvernement conformément au paragraphe 9 de l'Article 4 du présent Règlement.

V) Les locaux à usage commercial loués à plusieurs locataires sont considérés comme autant de locaux séparés aux fins de paiement des droits de patente.

D11. Fédérations de sociétés coopératives
exerçant un commerce de gros 100.000

D12. Marchands forains 10.000

S'applique aux marchands exerçant leur commerce en plein air ou sous des abris amovibles, à l'exclusion des marchands de produits agricoles, de poissons (y compris de coquillages) et d'objets d'artisanat local.

TITRE B

E3. Transporteurs routiers

Par véhicule :

- | | |
|--|---------|
| a) transportant moins de 6 passagers
ou jusqu'à une tonne de marchandises | 7.500* |
| b) transportant 6 passagers ou plus,
ou plus d'une tonne de marchandises | 15.000* |

I) Sont redevables de la patente E3 les transporteurs routiers (marchandises ou personnes) (y compris les services de transports en commun organisés par les hôtels et agences de voyages).

Ne sont pas assujettis aux droits de patente :

- a) les agences de location de voitures ;
- b) les personnes effectuant le transport de marchandises ou d'équipement pour les seuls besoins de leur entreprise.

II) Le chauffeur ne fait pas partie des passagers.

PARLIAMENT OF THE
REPUBLIC OF VANUATU

ANNEX II TO P1/PV/12

REPUBLIC OF VANUATU

THE BUSINESS LICENCES REGULATION (AMENDMENT)
ACT NO.7 OF 1980

Explanatory Note

The purpose of this Bill is to increase business licence fees and make minor corrections to the Schedule to the Business Licences Regulation, Joint Regulation 18 of 1978.

NOVEMBER 1980

K. KALSAKAU
MINISTER OF FINANCE

REPUBLIC OF VANUATU

THE BUSINESS LICENCES REGULATION (AMENDMENT) ACT NO. 7 OF 1980

Arrangement of Sections

1. Amendment to the First Schedule to JR.18/78.
2. Amendment of the Second Schedule to JR.18/78.
3. Commencement.

REPUBLIC OF VANUATU

THE BUSINESS LICENCES REGULATION (AMENDMENT) ACT NO. 7 OF 1980

Assent 15/12/80

Commencement 1/1/81

To correct certain anomalies in and make other amendments to the Business Licences Regulation No. 18 of 1978.

Be it enacted by the President and Parliament as follows:-

Amendment to
the First
Schedule to
JR.18/78.

1. The First Schedule to the Business Licences Regulation No. 18 of 1978 is amended by -
 - (a) the repeal of Class D and the substitution therefor of the provisions contained in Part A of the Schedule to this Act;
 - (b) the repeal of Class F1 (d);
 - (c) the repeal of Class E3 and the substitution therefor of the provisions contained in Part B of the Schedule to this Act; and
 - (d) the increase of the licence fees provided for in all Classes in the First Schedule as amended by this Act by a surcharge of 10% payable during the year 1981.

Amendment of
the Second
Schedule to
JR.18/78.

2. The Second Schedule to the Business Licences Regulation No. 18 of 1978 is amended by the addition at the end of that Schedule of the following:-

"9. Co-operatives Societies (including Savings banks)"

Commencement.

3. This Act shall come into force on the 1st day of January 1981.

SCHEDULEPART ACLASS DWHOLESALE AND RETAIL MERCHANDISE
TRADES: HOTELS AND RESTAURANTS

D1

General Importer/Exporter where the total annual value of imports and exports is:

(a) less than 3,000,000 FNH	75,000
(b) 3,000,000 FNH or more but less than 5,000,000 FNH	125,000
(c) 5,000,000 FNH or more but less than 10,000,000 FNH	250,000
(d) 10,000,000 FNH or more but less than 50,000,000 FNH	350,000
(e) 50,000,000 FNH or more but less than 100,000,000 FNH	550,000
(f) 100,000,000 FNH or more	700,000

(i) General importing/exporting means direct importing/exporting for resale wholesale or retail of merchandise of every description except:

(a) motor vehicles, tractors and self-propelled machines and spares thereof (other than tyres)

(b) petroleum products

(c) perishable goods and wines imported by hotels and restaurants

(ii) Resale wholesale under a Class D1 licence means the resale (without transformation) of new and used imported goods to retailers, industrial, commercial or professional users and to other wholesalers; it includes acting as agents in buying merchandise for, or selling merchandise to such users.

(iii) A class D1 licence applies to businesses which export local products, but does not apply where a D11 licence is held.

(iv) Remission of one third fee under Section 4 (6) is NOT applicable to a D1 licence.

- 2 -

D2	<u>Petroleum Importer</u> where the total annual value of imports is:		
	(a) less than 3,000,000 FNH	75,000	Remission of one third fee under Section 4 (6) is NOT applicable to a D2 licence.
	(b) 3,000,000 FNH or more but less than 5,000,000 FNH	125,000	
	(c) 5,000,000 FNH or more but less than 10,000,000 FNH	250,000	
	(d) 10,000,000 FNH or more but less than 50,000,000 FNH	350,000	
	(e) 50,000,000 FNH or more but less than 100,000,000 FNH	550,000	
	(f) 100,000,000 FNH or more	700,000	
D3	<u>General Retailer/Wholesaler</u>	40,000 *	(i) A Class D3 licence is not required when the business holds a D1 licence. (ii) A Class D3 licence is required by businesses which sell wholesale or retail merchandise of every description which is NOT directly imported by them, except merchandise for which a D4 or D5 licence is required.
D4	<u>Petroleum Dealer (retail)</u>	40,000 *	Permits the holder to sell retail petroleum, petroleum products, lubricating oil and greases, vehicle accessories and equipment but not spares (other than tyres).
D5	<u>Butcher</u>	40,000 *	Permits the holder to sell only fresh, frozen, preserved, canned meats, fish, crustaceans, poultry, and meat/fish/poultry produce.

- 3 -

D6 Pharmacist and Druggist

NIL

- (i) A Class D6 licence applies to the retail sale of drugs, medicines, medicinal and pharmaceutical preparations, medical and surgical appliances, sanitary wares, cosmetics, perfumes and toiletries of all kinds.
- (ii) Pharmacists and druggists are required to hold Class D1 licences, except where they do not import directly when a D3 licence will apply.

D7 Automobile Dealer where the total annual value of imports is:-

(a) less than 3,000,000 FNH	75,000
(b) 3,000,000 FNH or more but less than 5,000,000 FNH	125,000
(c) 5,000,000 FNH or more but less than 10,000,000 FNH	250,000
(d) 10,000,000 FNH or more but less than 50,000,000 FNH	350,000
(e) 50,000,000 FNH or more but less than 100,000,000 FNH	550,000
(f) 100,000,000 FNH or more	700,000

- (i) Permits the holder to distribute and sell motor vehicles of all kinds, agricultural machines, tractors, road-making vehicles and machinery, boats, boat engines, vehicle and machinery spare parts and accessories (including accessories for boats).
- (ii) Remission of one third fee under Section 4 (6) is not applicable to a D7 licence.

D8 Hotels and Motels

(a) less than 12 rooms	20,000
(b) 12 to 24 rooms	50,000
(c) 25 to 50 rooms	75,000
(d) 51 to 100 rooms	100,000
(e) more than 100 rooms	150,000

A separate licence under Class D9 is required for the operation of restaurant or cafe facilities on hotel or motel premises.

.../4

- 4 -

D9 Restaurants and Cafes

(a) to seat less than 25	20,000 *
(b) to seat from 25 to 50	30,000 *
(c) to seat more than 50	50,000 *

D10 Landlords

A. Residential Accommodation

(a) Houses per house

(i) up to and including 80 square metres covered surface	3,000
(ii) from 81 square metres up to 150 square metres covered surface	6,000
(iii) more than 150 square metres covered surface	9,000

(b) Apartment per apartment

(i) up to and including 60 square metres internal area	3,000
(ii) from 61 square metres up to 100 square metres internal area	6,000
(iii) more than 100 square metres internal area	9,000

B. Commercial Premises

(i) up to 60 square metres internal area	6,000
(ii) from 61 square metres up to 150 square metres internal area	12,000

- (i) An owner who lets a house or apartment used as his normal residence when it is temporarily unoccupied by him shall not be liable to take out a licence under D10 (A) (a) or (b) in respect of the letting of that house or apartment.
- (ii) All other landlords shall before 15th January in each year notify the Government of the amount of all residential and commercial accommodation which they have available for letting and shall be liable to pay a licence fee in respect of each house or apartment available for letting.
- (iii) At the end of each calendar year landlords who have not let accommodation in respect of which they have paid a licence fee shall be entitled to reimbursement of all or part of the fee. Landlords seeking reimbursement in respect of unlet accommodation shall inform the Government of the details of all residential and commercial accommodation which they have not let, and the periods during which they have not let the accommodation. The Government may then make a refund to the landlord in respect of each calendar month during which any unit of residential or commercial .../5

- 5 -

- (iii) from 151 square metres up to 300 square metres internal area 18,000
- (iv) more than 300 square metres 25,000

- accommodation has not been let.
- (iv) Landlords who during the course of the year have accommodation available in addition to that notified to the Government under (ii) above shall notify the Government in accordance with Section 4 (9) of this Regulation.
- (v) Where there is more than one tenant in Commercial premises each letting shall be considered to be of separate premises for the purpose of paying a licence fee.

- D11 Federations of Co-operative Societies 100,000
operating as wholesale businesses
- D12 Open Air Vendors 10,000

Applies to all vendors carrying out their trade in the open air or under movable shelters, except vendors of agricultural products, fish (including shells) and local artifacts.

PART B

- E3 Road Transport Operators
per vehicle
- (a) carrying fewer than 6 passengers or 1 ton 7,500*
- (b) carrying 6 or more passengers or more than 1 ton 15,000*

- (i) Includes passenger transportation and freight trucking services (including hotel and tour operator service buses) but does not include:
- (a) operators of hire cars
- (b) freight services operated by business concerns solely for conveyance of their own merchandise or materials.
- (ii) Passengers exclude the driver.

REPUBLIQUE DE VANUATU

~~LA~~ LOI N° 8 DE 1980
VISANT A AMENDER LE REGLEMENT CONJOINT N° 52 DE 1975

Exposé des motifs

Le texte ci-joint vise, par l'augmentation du droit de timbre douanier, à générer de nouvelles recettes pour couvrir les dépenses occasionnées par le renforcement du corps de police.

NOVEMBRE 1980

K. KALSAKAU
MINISTRE DES FINANCES

REPUBLIQUE DE VANUATU

PROJET DE LOI N° DE 1980
VISANT A AMENDER LE REGLEMENT CONJOINT N° 52 DE 1975

Sommaire

1. Augmentation du droit de timbre douanier - R.C. 52/75.
2. Entrée en vigueur.

REPUBLIQUE DE VANUATU

PROJET DE LOI N° DE 1980
VISANT A AMENDER LE REGLEMENT CONJOINT N° 52 DE 1975

Portant augmentation du droit de timbre douanier.

Le président de la République et le Parlement
promulguent le texte suivant :

ARTICLE 1er L'Article 4 du Règlement Conjoint-n° 52 de 1975 est modifié :

- a) en remplaçant au paragraphe 1 le chiffre "2%" par "3%" ; et
- b) en remplaçant au paragraphe 3 le chiffre "11%" par
"12%"

ARTICLE 2 La présente loi entre en vigueur à compter du 1er janvier
1980.

PARLIAMENT OF THE
REPUBLIC OF VANUATU

ANNEX I TO P1/PV/12

REPUBLIC OF VANUATU

THE IMPORT DUTIES (CONSOLIDATION)
REGULATION (AMENDMENT) ACT NO.8 OF 1980

Explanatory Note

The purpose of this law is to increase the customs service tax in order to raise increased revenue to pay towards increases in the strength of the police force.

NOVEMBER 1980

K. KALSAKAU
MINISTER OF FINANCE

REPUBLIC OF VANUATU

THE IMPORT DUTIES (CONSOLIDATION)
REGULATION (AMENDMENT) ACT NO. 8 OF 1980

Arrangement of Sections

1. Increase in Customs Service Tax JR.52/75.
2. Commencement.

REPUBLIC OF VANUATU

THE IMPORT DUTIES (CONSOLIDATION)
REGULATION (AMENDMENT) ACT NO. 8 OF 1980

Assent 15/12/80
Commencement 1/1/81

To provide for an increase in Customs
Service Tax.

Be it enacted by the President and
Parliament as follows:-

- Increase in
Customs
Service Tax
JR. 52/75.
1. Section 4 of the Import Duties
(Consolidation) Regulation No. 52 of
1975 is amended by substituting -
 - (a) 3% for 2% in subsection (1); and
 - (b) "12% for "11%" in subsection (3).
- Commencement.
2. This Act shall come into force on the
1st day of January 1981.

REPUBLIQUE DE VANUATU

LOI N° 9 DE 1980 VISANT A AMENDER
LE REGLEMENT CONJOINT N° 28 DE 1977

Exposé des motifs

Ce projet de loi vise à amender le Règlement Conjoint n° 28 de 1977 en rendant obligatoire l'obtention d'un permis de travail pour tous les étrangers souhaitant travailler à Vanuatu dans le secteur privé. Ce texte prévoit également le paiement de droits pour toute personne présentant une demande au titre du Règlement Conjoint.

Afin de permettre aux étrangers travaillant actuellement sans permis de disposer du temps nécessaire pour présenter leur demande, il est prévu que ce texte n'entrera en vigueur qu'à une date fixée par le Ministre (Article 3)

NOVEMBRE 1980

W. Korisa
Ministre des Affaires Sociales

REPUBLIQUE DE VANUATU

PROJET DE LOI N° DE 1980 VISANT A AMENDER
LE REGLEMENT CONJOINT N° 28 DE 1977

Sommaire

1. Modification du R.C. n° 28 de 1977.
2. Clause de sauvegarde.
3. Entrée en vigueur.

PROJET DE LOI N° DE 1980 VISANT A AMENDER
LE REGLEMENT CONJOINT N° 28 DE 1977

Relatif aux modifications apportées au R.C. n° 28 de 1977.

Le président de la République et le Parlement promulguent le texte suivant :

ARTICLE 1er Le Règlement Conjoint N° 28 de 1977 est modifié :

a) au paragraphe 1 de l'Article 1,

I) en supprimant la définition de "travailleur néo-hébridais" et en la remplaçant par ce qui suit :
" citoyen" désigne un citoyen de la République de Vanuatu";

II) en supprimant la définition de "travailleur étranger" ;

III) en ajoutant à la fin du paragraphe 1 la définition suivante :
"Vanuatu" désigne la République de Vanuatu " ;

b) en remplaçant dans tout le Règlement Conjoint :

I) les mots "travailleur néo-hébridais" par le mot "citoyen" ;

II) les mots "travailleur étranger " par les mots
"ressortissant étranger" ;

III) les mots "Nouvelles-Hébrides" par le mot "Vanuatu" ;

ainsi qu'en effectuant les modifications grammaticales qui s'imposent.

c) en abrogeant l'Article 13 et en le remplaçant par ce qui suit :

" ARTICLE 13 - 1) Le Ministre peut prendre des arrêtés d'application visant à une meilleure exécution des dispositions du présent Règlement.

2) Sans déroger au caractère général des dispositions du paragraphe 1 ci-dessus, les arrêtés pris en application du présent Article peuvent porter sur :

a) toutes questions pouvant être prescrites ;

b) la modification des formulaires prévus à l'Annexe I et l'établissement de nouveaux formulaires pour les demandes présentées en vertu du présent Règlement ;

c) les droits exigibles au titre des demandes présentées en vertu du présent Règlement.

.../...

- 3) Le Ministre peut prévoir que les infractions aux arrêtés pris en application du présent Article seront passibles d'une amende ne pouvant excéder 10.000 F.N.H."

ARTICLE 2. Tous les permis délivrés conformément au Règlement Conjoint n° 28 de 1977 et avant l'entrée en vigueur du présent texte, restent valides jusqu'à la fin de la période pour laquelle ils ont été octroyés.

ARTICLE 3. La présente loi entrera en vigueur à une date fixée par arrêté ministériel publié au Journal officiel.

PARLIAMENT OF THE
REPUBLIC OF VANUATU

ANNEX I TO P1/PV/14

REPUBLIC OF VANUATU

THE LABOUR (WORK PERMITS)
REGULATION (AMENDMENT) ACT
NO. OF 1980

Explanatory Note

The purpose of this Bill is to amend the Labour (Work Permits) Regulation No. 28 of 1977 so that work permits have to be obtained by all non citizens who wish to work in Vanuatu other than for the Government and fees may be charged to persons who make applications under the Regulation.

So that non citizens who are now working without permits have time to apply for permits, the Bill provides in Section 3 that it will come into force when the Minister so declares.

NOVEMBER 1980

W. KORISA
MINISTER OF SOCIAL AFFAIRS

REPUBLIC OF VANUATU

THE LABOUR (WORK PERMITS)
REGULATION (AMENDMENT) ACT
NO. 9 OF 1980

Arrangement of Sections

1. Amendment of JR28/77.
2. Saving.
3. Commencement.

REPUBLIC OF VANUATU

THE LABOUR (WORK PERMITS)
REGULATION (AMENDMENT) ACT

NO. 9 OF 1980

Assent 15/12/80
Commencement Section 3
To provide for amendments to the Labour (Work Permits) Regulation No. 28 of 1977.

Be it enacted by the President and Parliament as follows:-

- Amendment of JR 28/77.
1. The Labour (Work Permits) Regulation No. 28 of 1977 is amended -
 - (a) in Section 1 (1) by
 - (i) the deletion of the definition of "New Hebridean worker" and the substitution therefor of:-
' "citizen" means a citizen of the Republic of Vanuatu'.
 - (ii) the deletion of the definition of "Non New Hebridean worker".
 - (iii) the addition at the end of the following definition -
' "Vanuatu" means the Republic of Vanuatu.'
 - (b) by the substitution throughout the Regulation of -
 - (i) the word "citizen" for the words "New Hebridean worker";
 - (ii) the words "non-citizen" for the words "Non-New Hebridean worker";
 - (iii) the word "Vanuatu" for the words " New Hebrides"
- and the making of all grammatical corrections as a result thereof.

(c) by the repeal of Section 13 and the substitution therefor of -

"13 (1) For the better carrying into effect of this Regulation the Minister may make Orders not inconsistent with this Regulation.

(2) Without derogating from the generality of subsection (1) the Minister in such orders may provide -

(a) for anything that may be prescribed;

(b) for changes in the forms provided for in the First Schedule and for other forms to be used for applications under this Regulation;

(c) for fees payable on applications made under this Regulation.

(3) The Minister may provide penalties for the contravention of orders made under this section which shall not exceed a fine of 10,000 FNH".

Saving.

2. All permits granted under the Labour (Work Permits) Regulation No. 28 of 1977 before the coming into operation of this Act shall remain valid for the period for which they were granted.

Commencement.

3. This Act shall come into operation on such date as the Minister shall declare by Order published in the Gazette.